

## **Philippe Buton, La libération de la France**

### **Conférence au CHRD Lyon, 21 janvier 2014<sup>1</sup>**

La libération de la France est un terme générique qui comprend une multitude de facettes. Dans cette conférence, j'en examinerai trois parmi certaines qui me semblent essentielles :

- La Libération en tant qu'événement militaire
- La Libération en tant qu'événement politique
- La Libération en tant qu'événement mémoriel

#### 1. La Libération en tant qu'événement militaire

##### **Diapo. Cette fois jusqu'à Berlin, affiche américaine 1945.**

Cette affiche américaine de 1945 a le mérite de rappeler que la projection de la Libération comme terme de la Seconde Guerre mondiale (SGM) en Europe est perçue sous l'ombre portée de la Première Guerre mondiale (PGM). Le « cette fois jusqu'à Berlin » signifie en clair « ne renouvelons pas les erreurs de la PGM » :

L'erreur avait été d'avoir arrêté les combats dès que la victoire de la France et de ses alliés était certes effective (l'armée allemande était exsangue, en repli généralisé, sans aucune chance de se ressaisir). Défaite allemande donc effective mais défaite non perçue par les populations. Rappelons que le 11 novembre 1918, aucun soldat français, britannique ou américain n'est sur le sol allemand. D'où l'incompréhension de la population, d'où le recours classique à la figure du complot, en l'occurrence le mythe du coup de poignard dans le dos, un pain bénit pour l'extrême-droite nationaliste allemande et ses accusations récurrentes contra la trahison des socialistes, des communistes et des Juifs. D'où au bout du chemin mémoriel l'entretien permanent de la possible revanche, de la nécessaire revanche.

Basé sur la perception de ce passé, la volonté des Alliés en 1943 est claire : la SGM se terminera non pas par un armistice mais par une capitulation sans conditions. Reste à l'obtenir.

Au début de l'année 1944, quelle est la situation des fronts en Europe et quelles sont les grandes options stratégiques retenues par les Alliés ?

A cette date, les Alliés n'estiment pas le sort de la guerre définitivement fixé. Les forces allemandes sont, certes, sur la défensive, mais non en retraite générale, encore moins en débâcle. A l'est, le repli de la Wehrmacht reste maîtrisé depuis la défaites de Stalingrad

---

<sup>1</sup> Cette conférence s'appuie sur certains des chapitres de mon ouvrage *La Joie douloureuse. La libération de la France*, Bruxelles, Complexe, 2004.

(février 1943). Lorsque l'année commence, le front est toujours en territoire soviétique, en gros la longitude de Leningrad. A l'Ouest, les Alliés ont pris pied en Italie, depuis juillet 1943, mais Rome n'a toujours pas été libéré.

Comment accélérer les choses. Il y eut d'âpres négociations entre ceux qui comptent alors, Churchill et Roosevelt. Pour une part, la controverse oppose deux stratégies militaires. Les Américains, partisans d'une stratégie frontale, veulent en finir au plus vite, attaquer l'ennemi là où il est le plus fort et le détruire grâce à une accumulation de forces conférant une écrasante supériorité. Le choix de la France comme lieu d'attaque s'impose donc comme l'un des plus courts chemins menant au cœur de l'Allemagne, et plus particulièrement à son noyau économique, la Ruhr. Du côté britannique — raisonnement d'une puissance devenue modeste ? traumatisme issu du souvenir des tranchées de la Première Guerre mondiale ? —, la stratégie se veut périphérique. On souhaite ici affaiblir l'ennemi, "vider le taureau de son sang" dit Churchill, avant de lui porter l'estocade. Pour ce faire, la poursuite de l'offensive italienne est privilégiée, prolongée par une manœuvre tournante vers les Balkans, où l'aide d'une Résistance puissante, notamment yougoslave, apparaît assurée.

Mais ces divergences militaires révèlent surtout des préoccupations politiques différentes. D'une part, le choix balkanique signifierait accorder la prééminence aux forces britanniques, et leur assurer alors le commandement suprême, comme en Italie où les forces alliées sont déjà sous les ordres du général britannique Alexander. En revanche, le choix inverse confirmerait définitivement le rôle dominant dévolu aux Américains. D'autre part, Churchill n'oublie pas, derrière le danger allemand, l'hypothèque soviétique : où s'arrêtera l'URSS ? quel sera le sort des pays occupés par l'armée rouge ? Le Premier ministre britannique juge donc plus prudent de limiter les risques éventuels de conquête soviétique en laissant l'armée rouge le plus à l'est possible. D'où le choix des Balkans qui maintiendrait l'URSS loin de l'Europe occidentale, voire centrale, mais aussi balkanique, autrement dit loin de la Méditerranée et de la route des Indes, si importante pour la Grande-Bretagne. Ces préoccupations laissent froid Roosevelt.

Or le rapport de forces a changé entre les alliés. Au début de la SGM, c'est le point de vue britannique qui l'emportait, c'est désormais le point de vue américain car ce sont eux qui représentent la force militaire décisive. D'où le choix d'un débarquement en France.

Ou plutôt de deux débarquements. Il est prévu un débarquement à l'ouest de la France, le plus proche de l'Allemagne industrielle. Mais aussi un second débarquement dans le sud de l'hexagone afin de prendre les troupes allemandes en tenailles.

Le choix étant définitivement arrêté, les préparatifs peuvent commencer. C'est l'aviation qui est l'arme la plus sollicitée. Elle a une double tâche : s'assurer la maîtrise de l'air et multiplier les bombardements préparatoires au débarquement.

Tout se passe bien - sur le plan strictement militaire car sur le plan des pertes civiles françaises c'est autre chose. Mais sur le plan militaire, pas de problème en raison d'un écrasant déséquilibre des forces. A l'ouest 5 000 bombardiers et 3 500 chasseurs alliés. En face, les Allemands n'ont que 270 chasseurs et 200 bombardiers.

Si le déséquilibre est écrasant dans le domaine de l'aviation (comme de la marine et la traversée de la Manche sera un jeu d'enfant), ce n'est pas le cas en ce qui concerne l'infanterie ou la Wehrmacht est encore puissante (1 600 000 hommes à l'ouest), même si ce n'est plus l'armée jeune et conquérante de 1940. Voici, entre de multiples exemples, un graphique que j'ai tracé en utilisant les archives allemandes.

## **Diapo 2. Les désertions et les suicides dans la Wehrmacht**

Venons-en maintenant au débarquement proprement dit.

Les stratèges alliés n'ont rien négligé pour assurer, autant que faire se pouvait, la réussite de l'opération. Certains choix furent difficiles.

D'abord pourquoi la Normandie ?

Le Pas-de-Calais constituait le point de débarquement idéal étant donnée la faible distance à parcourir. Mais l'importance des défenses allemandes dans le secteur rendait l'opération trop aléatoire. Inversement, choisir la Bretagne méridionale ou, mieux, les plages plus au sud faciliterait le débarquement. Mais cela privait les Alliés de leur atout majeur, la maîtrise du ciel, le rayon d'action des avions basés dans le sud de l'Angleterre interdisant d'aller plus loin que la Bretagne septentrionale. Dès lors, l'alternative se limitait à l'ouest ou à l'est de la presqu'île du Cotentin. La solution fut imposée à la suite d'une nouvelle alternative : débarquer sur les plages ou conquérir un port ? Cette seconde option aurait été idéale, permettant d'approvisionner aisément la tête de pont ; malheureusement, les Allemands avaient transformé les ports en forteresses imprenables. Il fut donc décidé de construire deux ports artificiels. Mais le nouvel ennemi devenait alors le vent d'ouest, si puissant en Bretagne. Du reste, un des deux ports provisoires — celui de Saint-Laurent-sur-Mer — sera ultérieurement détruit par la tempête, le 19 juin. Pour se prémunir au maximum de ce dernier adversaire, il s'avérait donc indispensable de prendre pied non pas à l'ouest mais à l'est de la digue naturelle constituée par le Cotentin, concrètement sur cinq plages couvrant un secteur de 80 kilomètres de part et d'autre de Bayeux, dans le département du Calvados.

Les moyens mis en œuvre sont impressionnants. Certes, contrairement à une légende persistante, *Overlord* ne constitue pas le principal débarquement de la Seconde Guerre mondiale. Dans le Pacifique, comme en Italie, des opérations ont mis en action plus d'hommes qu'en Normandie. Les moyens utilisés le 6 juin n'en demeurent pas moins imposants, puisque les plans alliés prévoient de mettre à terre, pour le seul premier jour, 50 000 hommes, 1500 chars, 3000 canons et près de 13 000 véhicules divers.

Le grand absent de l'opération est bien l'armée française. En-dehors de la participation de la Résistance, on dénombre seulement 24 navires français sur 5 500, 177 hommes — le 1<sup>er</sup> bataillon de fusiliers-marins du commandant Kieffer — sur 50 000.

Au soir du 6 juin, 12 500 soldats alliés sont hors de combat dont 2 500 qui sont morts, dont plus de 1000 sur la seule plage d'Omaha. Mais la tête de pont existe néanmoins puisque, le premier soir, elle atteint une profondeur supérieure à dix kilomètres. Or la principale difficulté d'une armée débarquée consiste à ne pas être immédiatement rejetée à la mer.

Pour surmonter cet écueil, les Alliés ont mené une gigantesque opération d'intoxication, dite *Fortitude* dont les résultats ont dépassé tous les espoirs. Cette manœuvre visait à faire croire aux Allemands que l'opération normande n'était qu'une diversion pour les attirer dans un piège : dégarnir leurs défenses de l'endroit où se produira le vrai débarquement, de part et d'autre de l'estuaire de la Somme, voire dans le Pas-de-Calais.

En tout état de cause, la réussite du plan *Fortitude* est totale. Dix jours encore après le jour J, les Allemands n'engagent sur le front de Normandie que 9 des 34 divisions stationnées au nord de la Loire. Or l'objectif final d'*Overlord* est précisément de transporter en deux mois 39 divisions sur le continent, soit deux millions d'hommes.

Le débarquement militaire est ainsi un succès. Pour autant, pendant deux mois, les alliés vont piétiner en Normandie.

Il existe en effet 3 phases dans la libération militaire de la France :

- juin juillet : piétinement dans le bocage normand et dans la plaine de Caen
- à partir de la fin juillet (31) percée d'Avranches, la défense allemande craque c'est la déferlante, la retraite rapide de la Wehrmacht. Mais avec deux phénomènes distincts : le recul devant les armées alliées. Et, le 15 août deuxième débarquement, peur des tenailles, ordre de repli général sans combat pour les troupes du sud ouest.
- puis fin de la retraite généralisée, de nouveau un piétinement à partir de septembre lorsque les troupes allemandes peuvent s'appuyer sur les défenses naturelles des Vosges et qu'elles se rapprochent de la mère patrie qu'il faut défendre.

Dans cette retraite allemande, les forces françaises ont joué un rôle modeste. En Normandie, il n'y eut outre le commando Kieffer que la 2<sup>e</sup> DB qui a débarqué le 1<sup>er</sup> août (18 000 hommes) mais qui fera relativement peu de combats jusqu'à Paris.

Dans le sud, il y eut la 1<sup>re</sup> armée française (1<sup>er</sup> corps mais c'est la seule) dirigée par DLDT qui assure 50% de l'opération de débarquement (250 000 soldats), qui remontera vers le nord très rapidement

L'essentiel de la participation militaire française fut donc le fait de la résistance. Très nombreux sabotages avant le débarquement et surtout activités de renseignements. Sur le plan militaire, étant donné la concentration des troupes d'occupation en Normandie, la force limitée des FFI dans le Calvados et la Manche, ainsi que la topographie peu favorable à l'implantation de maquis, la participation de la Résistance à la bataille de Normandie fut modeste. En revanche, à partir du mois d'août, les combats se déroulent dans les zones où les combattants de l'intérieur sont beaucoup plus nombreux,

D'après mes calculs, l'ordre de grandeur est le suivant : les FFI sont environ 50 000 en janvier 1944, 100 000 début juin 1944 et 600 000 fin août 1944. dont, peut-être 40 000 étrangers ou immigrés.

Sur la question de l'importance de la Résistance française, il faut se garder à la fois d'une vision méprisante (c'est souvent la posture des historiens anglo-saxons, très traditionnels) et d'une vision apologétique, qui fut longtemps la position française officielle.

En tout état de cause, l'augmentation de la force de la Résistance, à partir de l'entrée en Bretagne, facilite réellement l'action des armées débarquées. Car tous ces combattants de l'intérieur font preuve d'une intense ardeur guerrière. En accroissant l'insécurité des occupants, puis en assurant les tâches de reconnaissance et de protection des flancs des armées débarquées, enfin en dégageant les armées régulières de tout souci de sécurité sur leurs arrières, les FFI aident notablement les Alliés.

Les événements que connaît la France méridionale renforcent ce constat. Là, la fréquente transformation de cette retraite en déroute est bien le produit de l'activité des FFI, si nombreux dans cette zone.

Effectivement, profitant des parachutages dont ils bénéficient enfin massivement, même s'ils demeurent largement en deçà des besoins, les FFI se lancent à corps perdu dans la bataille, engendrant, chez les occupants, un climat d'insécurité considérable, défavorable à un repli en bon ordre. Tout déplacement devient périlleux, la nervosité est constante et le moral s'en ressent. Il est impossible de quantifier sabotages et embuscades, qui se multiplient alors, mais les exemples sont légion : la seule ligne Lyon-Strasbourg, dans sa traversée du Jura, a



Ainsi plusieurs mouvements se sont unis pour former les MUR en zone sud puis en englobant quelques mouvements de zone nord, le Mouvement de la libération nationale (MLN)

Parallèlement à ce processus de fusion, un effort de coordination s'est produit grâce, essentiellement, à Jean Moulin, l'envoyé du général de Gaulle, qui a su vaincre les multiples susceptibilités des mouvements et les regrouper, le 27 mai 1943, au sein du Conseil national de la Résistance (CNR). Avant le 27 mai 1943, il y avait des résistants ; désormais, il faut compter avec une Résistance, qui s'impose comme un des acteurs majeurs de la Libération future. D'autant qu'en 1944, cette coordination de la Résistance se réalise également à l'échelon départemental. Dans les départements sont mis sur pied, pendant ces premiers mois de l'année, des petits CNR départementaux, les comités départementaux de libération (CDL). Au jour J, tous les départements français disposent d'un CDL, exception faite des départements annexés d'Alsace-Lorraine

Cette Résistance, qui s'unit de plus en plus, modifie également son équilibre politique, élément fondamental pour appréhender le futur visage de la Libération. Sa nette évolution vers la gauche représente, pour l'essentiel, le contre-coup de l'expérience vichyste qui, au-delà des ralliements multiples, puise ses racines idéologiques dans le vieux fond de l'extrême-droite française. Il y eut également le phénomène dit des "sous-marins", ces communistes d'avant-guerre qui, coupés du PCF, n'ont pas adhéré au Front national (l'organisation de Résistance créée par le PCF) mais à des mouvements de la Résistance non-communiste. Leurs capacités leur permettent d'accéder à des postes de responsabilité au sein de leurs organisations sans qu'ils révèlent leur qualité de communistes. Si l'on ajoute à tout cela le poids des anciens socialistes dans les divers mouvements de résistance — ils constitueraient près de la moitié des militants de Libération-Sud, le quart de ceux de Franc-Tireur et le cinquième de ceux de Combat —, le langage et la sensibilité nettement marqués à gauche de la Résistance ne sauraient surprendre.

Le programme du CNR, adopté le 15 mars 1944, reste le texte le plus révélateur de cette évolution. Il prône, entre autres, l'instauration d' « une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie », ainsi que « le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés » sans oublier « le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration pour les ouvriers possédant les qualités nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie ».

L'approche du débarquement et des échéances décisives accroît nettement les divisions internes de la Résistance.

En 1944, trois questions déterminent les clivages majeurs, mais leurs réponses entretiennent d'étroites relations entre elles. La première concerne l'action immédiate, la deuxième les rapports avec le gouvernement du général de Gaulle, la troisième la crainte d'une prise de pouvoir communiste à la Libération.

A l'origine, à partir de l'invasion de l'Union soviétique, seuls les communistes pratiquaient les attentats et la guérilla. En 1944, ils ont rallié à leurs vues la plupart des résistants. Parmi les irréductibles, ceux qui attendent le jour J pour entrer en action, demeurent essentiellement les résistants issus de l'armée de l'armistice, l'ORA. Entre ces deux groupes, les tensions sont fortes.

Naturellement, la peur du communisme renforce la résolution de l'ORA qui défend une conception étroitement militaire de la Libération, alors que les autres résistants partagent désormais la vision communiste d'une levée en masse du peuple qui, de façon concomitante, se libèrera de l'occupant et affirmera ses droits à décider lui-même de son avenir.

L'autonomie qu'il convient de préserver à l'égard de la France libre constitue la deuxième ligne de fracture au sein de la Résistance intérieure. Longtemps fidèle au général Giraud, l'ORA a fait acte d'allégeance à de Gaulle, car il dirige le gouvernement, et l'armée ne saurait faire autre chose qu'obéir au gouvernement et lui permettre de contenir les désordres éventuels

Les autres résistants, sensibles au symbole que représente de Gaulle, ne se perçoivent pas pour autant comme des subordonnés, mais plutôt comme des partenaires. Dans le détail, certains reconnaissent que l'antériorité du 18 juin confère des droits évidents, alors que d'autres estiment que la légitimité du Général résulte uniquement du soutien que lui apporte la Résistance. Tout cela concourt à affirmer l'autonomie de la Résistance intérieure. Déjà, celle-ci a mis à profit la disparition de Jean Moulin pour s'émanciper : alors que l'envoyé du Général cumulait les fonctions de président du CNR et de représentant du gouvernement, après la disparition de Jean Moulin, ces fonctions deviennent dissociées, et le CNR ne ressort plus de l'autorité du gouvernement d'Alger. Le même processus se déroule dans les autres domaines. Pour diriger les FFI, de Gaulle nomme le général Pierre-Marie Kœnig, le héros de Bir-Hakeim, commandant en chef des FFI. Pour relayer son action, il dispose en France d'envoyés : les délégués militaires. Mais la Résistance militaire intérieure entend conserver ses pouvoirs et, donc, cantonner tous ces militaires au rôle d'agents de liaison entre les FFI et les alliés.



La même différence d'appréciation s'observe dans le domaine des organes politiques. En avril 1944, le gouvernement décide la constitution dans chaque département, après la Libération, d'un Comité départemental de la Libération (CDL), simple assemblée consultative auprès du préfet, une sorte de Conseil général sans pouvoir. A l'inverse, le CNR confère à ces comités un véritable rôle de direction de la Résistance, dès la clandestinité, et il prévoit la création de comités locaux. Deux pouvoirs potentiels sont désormais en place.

Cependant, la troisième ligne de fracture, l'hypothèque communiste, bouleverse lentement les cartes. Progressivement, les analyses défendues de façon privilégiée par les communistes, sur l'action immédiate ou la nécessaire autonomie de la Résistance intérieure, imprègnent la Résistance. Dans le même temps, la présence des communistes dans les organismes de la Résistance augmente. Dès lors, la hiérarchie des trois lignes de clivage se modifie et, pendant toute l'année 1944, la question communiste devient la question centrale qui détermine toutes les autres.

Car pendant cette dernière période de la lutte clandestine, les communistes occupent de plus en plus de places dans la hiérarchie de la Résistance, comme le montre l'exemple des commandements FFI, au premier chef celui de sa direction suprême, le Comac.

Au bout d'un moment, le PCF contrôle de fait les FFI : le Comac (Pierre Villon et Maurice Kriegel-Valrimont), mais aussi l'état-major national FFI (Alfred Malleret-Joinville) et de nombreux états-majors régionaux. Sur les 38 postes hiérarchiquement les plus élevés de la Résistance militaire intérieure, les communistes en occupent en 1944, temporairement ou non, 22.

< out cela inquiète de nombreux résistants qui, par ricochet, se rapprochent de De Gaulle.

Cependant, ce tableau des divergences doit être nuancé car les données internes à la Résistance ne sont pas les seuls paramètres que les dirigeants doivent prendre en compte. Les résistants ne confondent pas l'adversaire avec l'ennemi, ni avec l'allié. Car, sachant que le jour J est désormais imminent, en toile de fond de tous ces conflits, se niche une double éventualité qui apparaît menaçante aux yeux des résistants français, de tous les résistants français. La première est que le régime de Vichy soit, sous une forme ou sous une autre, maintenu, à l'image de ce qui s'était passé en Afrique du nord après le 8 novembre 1942. La seconde est que les Alliés imposent une administration militaire, comme ils l'ont fait en Italie à partir du 10 juillet 1943. L'existence de ce double danger limite fortement les tensions qui opposent une notable partie de la Résistance intérieure et le gouvernement d'Alger.

Parmi tous les candidats au pouvoir que j'ai évoqués, le premier à disparaître est Vichy. Le plus simple est d'examiner le cas de la première ville française continentale libérée, Bayeux.

L'exemple de Bayeux est parfaitement topique de cette évanescence du régime de Vichy. Bayeux, sous-préfecture du Calvados, est libéré le 7 juin. Une semaine plus tard, de Gaulle prend pied sur le sol français et se rend à l'épreuve de vérité : quel sera l'accueil de la population ? Car rien n'a encore changé. A la sous-préfecture, le sous-préfet de Vichy est toujours en place, le portrait du maréchal Pétain aussi. C'est à 15h30 que l'histoire bascule. De Gaulle arrive, acclamations, discours, *Marseillaise*. Pour emporter l'adhésion de la population, de Gaulle construit immédiatement le mythe résistancialiste, celui du peuple français unanimement résistant et uni derrière son chef charismatique. Il affirme : « Ce que le pays attend de vous, à l'arrière du front, c'est que vous continuiez le combat aujourd'hui, comme vous ne l'avez jamais cessé depuis le début de cette guerre et depuis juin 40. » Commentant ce discours, Robert Aron écrit : « Affirmer à cette population paisible — et, malgré l'occupation, peu mécontente de son sort — qu'elle n'a cessé de combattre depuis juin 40, voici qui, en d'autres circonstances, eût fait sourire ces bons normands. » Il est effectif que ce mythe résistancialiste — pour reprendre l'expression d'Henry Rousso — servi par de Gaulle facilite énormément le ralliement à sa personne : comment refuser à si bon marché un tel brevet de Résistance et donc d'honorabilité

Cet essai de Bayeux est par la suite transformé dans le reste de la Normandie et en Bretagne. Quelle que soit la localité, le schéma reste identique : jamais les autorités vichystes ne tentent de se maintenir, partout les populations se rallient, enthousiastes, au nouveau pouvoir qui n'apparaît pas contesté. Et les Alliés acceptent, avec réticence au début, puis avec fatalisme, enfin sans états d'âme. Cette reconnaissance de fait de l'administration gaullienne est d'autant plus facilement entérinée que la Résistance vient de faire ses preuves dans les combats, et qu'elle reconnaît sans réserves visibles l'autorité du GPRF.

L'hypothèque américaine s'avérant en passe d'être levée et Vichy n'apparaissant plus comme un rival crédible, de Gaulle se concentre désormais sur les autres candidats potentiels. Son problème réside maintenant dans la future rencontre entre les deux Résistances, l'intérieure et l'extérieure.

De Gaulle prépare avec soin la future rencontre. Pendant toute cette période, la constitution en pointillés de l'Etat futur s'accélère, ainsi que l'acheminement à leurs postes des futurs titulaires. Le gouvernement est ainsi présent grâce à sa Délégation générale, dirigée

depuis mars 1944 par Alexandre Parodi, qui obtient rang de ministre le 12 août. Pour les différents ministères, Alger a également nommé des secrétaires généraux chargés d'assurer le bref intérim prévu entre la libération de la capitale et l'arrivée des ministres en titre. Dans les régions et les départements, les commissaires de la République et les préfets sont en place.

Tout est à peu près prêt lorsque la grand rencontre a lieu entre ces deux Résistances. Nous sommes en août 1944, c'est tout le problème de l'Insurrection nationale.

Sur cette question, il faut aussi se garder de toute approche mythologique. Pendant longtemps les livres d'histoire ont représenté la Libération comme résultant de l'effort déterminé et unanime du peuple français, couronnant sa lutte opiniâtre et clandestine de quatre années par un soulèvement général chassant, le pavé dans une main, la mitraillette dans l'autre, l'occupant et ses complices, et confiant les rênes du pouvoir à celui qui avait continûment dirigé le combat patriotique.

La réalité est autrement complexe et la première tâche de l'historien est d'analyser précisément cette insurrection nationale, dans sa double dimension : sa réalité militaire — quel rôle joua-t-elle dans la libération du pays ? —, et sa fonction politique — quelle perception en eurent les résistants et les Français ?

Pendant toute cette période, les soldats traditionnels entretiennent un sérieux doute sur l'efficacité militaire des guerres non conventionnelles. Cette donnée culturelle fonde les réserves de plusieurs responsables d'Alger concernant le soulèvement généralisé de la Résistance, voire des Français, contre l'occupant. Le général de Gaulle n'est pas loin de partager la même prévention, mais il la surmonte par la prise en compte de la dimension symbolique de l'événement, qui permettrait à la France de se rêver nation victorieuse et non pays libéré par d'autres. Une insurrection nationale avant tout symbolique tel est le rêve gaullien.

A l'inverse, tous les efforts de la Résistance communiste sont orientés dans cette perspective insurrectionnelle. Selon la conjoncture, telle ou telle arme est privilégiée — manifestation, grève, propagande, attentat, guérilla... — mais l'objectif du soulèvement national ne subit pas d'éclipses car, pour la direction du PCF, il possède une fonction militaire — contribuer à la défaite de l'occupant —, une fonction nationale — liquider les préventions alliées —, mais aussi une fonction politique : faire pencher la balance en faveur du courant révolutionnaire de la Résistance. Quant au reste de la Résistance intérieure, sensible comme le Général aux risques encourus par la population dans l'hypothèse de larges affrontements prématurés, elle ne désire pas pour autant laisser aux communistes le monopole du verbe

enflammé, et tente de limiter l'action insurrectionnelle à l'ultime phase de transition séparant le départ des occupants de l'arrivée des troupes débarquées

Le résultat de tous ces sous-entendus dépend largement des réalités locales... et du hasard.

Cette insurrection nationale s'est-elle réalisée ? Et plus important, comment cette insurrection nationale a-t-elle été perçue par la population ?

Les deux éléments ne se superposent pas. Un exemple : l'action militaire des FFI languedociens a été considérable et les dégâts infligés à la Wehrmacht réels. Mais l'importance politique de cette action s'efface devant celle des Parisiens qui se sont persuadés, au cours de cette semaine des barricades, qu'ils avaient chassé les Allemands, autrement dit, par l'artifice d'une admirable métonymie, que la France s'était libérée seule.

Comment s'est donc réalisée et surtout, comment a été perçue la Libération — au sens strict du départ des occupants — à l'échelle de la France ? Trois cas de figure se sont présentés. Le premier épouse parfaitement l'idéal-type de l'insurrection nationale et le symbole majeur de cette réussite reste l'insurrection parisienne. C'est le schéma idéal aux yeux des communistes : grève générale, barricades, affrontements, reddition, etc. Je ne vais pas ici relater les événements parisiens mais simplement souligner que si la libération de Paris ne joue qu'un rôle négligeable sur le plan militaire, en revanche, son importance politique est de premier ordre. En premier lieu, le soulèvement parisien lève les dernières hypothèques — spécialement l'éventuelle tutelle américaine — grevant la légitimité du gouvernement provisoire. Un peuple passif est un peuple mineur qui n'a pas le droit à la parole. Par son insurrection, Paris a fondé le droit de la France à décider, seule, de son destin. Mais l'insurrection signifie plus encore ; elle témoigne également que le peuple est redevenu le premier acteur politique, que la libération nationale s'accompagnera d'une libération sociale. Les barricades font pencher la balance vers la France, mais aussi vers la Résistance intérieure, et il n'est vraisemblablement pas innocent que la proclamation insurrectionnelle du Conseil national de la Résistance, en date du 25 août, ne mentionne ni le nom du gouvernement provisoire, ni celui du général de Gaulle.

Le général de Gaulle ne s'y trompe pas, et c'est la somme de ces paramètres qui explique à la fois son empressement — il arrive dans la capitale une heure seulement après la reddition de von Choltitz — et ses premiers gestes. Conscient de la force des symboles, le Général déroule une topographie scandée par les étapes de l'Etat, de la Résistance, du Peuple et de la Grâce

Le 25 août, vers 19 heures, à l' Hôtel de ville les chefs de la Résistance attendent la venue de De Gaulle. Ils attendent depuis deux heures en se demandant ce que peut bien faire le Général. Au lieu de venir comme d'habitude comme en 1848 comme en 1870 proclamer la République. Mais de Gaulle souhaite donc marquer son territoire ou, plutôt, borner celui des autres, Aussi ne veut-il pas se rendre immédiatement à l'Hôtel de Ville. Il commence par gagner le ministère de la guerre, précisément le bureau qu'il avait quitté en juin 1940. Autrement dit, il recherche la légitimité de l'Etat en lieu et place d'une légitimité insurrectionnelle. Puis, il se rend à la préfecture de police, à un lieu qui n'est plus l'incarnation du seul Etat, mais qui n'est pas encore celle de la seule Résistance. La Préfecture de police, c'est la Résistance étatique, c'est l'insurrection de l'Etat lui-même. Enfin, à 19h15 seulement, il daigne rejoindre les chefs de la Résistance à l'Hôtel de Ville. Là, déclinant leur invitation, le Général refuse de proclamer une nouvelle République, sous prétexte que la précédente n'aurait pas disparu. En réalité, de Gaulle tient à incarner la légitimité de la France éternelle, sans passer par le prisme de la confiance conditionnelle d'un pouvoir insurrectionnel. Pour faciliter sa tâche, de Gaulle entretient la geste héroïque et cultive de nouveau le mythe résistancialiste. Dans sa brillante allocution de l'Hôtel de Ville, il ne mentionne ni les Alliés en général, ni la 4e division américaine en particulier, et déclame la légende de l'auto-libération de la France : "Paris libéré ! libéré par lui-même etc.

Le lendemain, après les étapes de l'Etat et de la Résistance, le général va à la rencontre du Peuple. A partir de 15 heures, il descend les Champs-Élysées et reçoit l'onction populaire au milieu d'un énorme défilé, sans aucun doute la plus importante manifestation que la France ait jamais connue.

L'ultime étape de l'apothéose gaullienne rencontre la Providence et passe par Notre-Dame. Ce type de cérémonie n'appartient pas, alors, à la tradition républicaine laïque qui mêlait rarement les accents du Magnificat à ceux de La Marseillaise. En tout état de cause, un tel épilogue symbolique, s'il heurtait une partie de la Résistance, ne pouvait que satisfaire la masse de la population qui se rallie, avec chaleur et même avec ferveur, au nouveau pouvoir.

En résumé, sachant le poids de l'Histoire et des symboles dans la conscience et l'inconscient des hommes, de Gaulle a relativisé la mémoire révolutionnaire, donc la légitimité insurrectionnelle, par les légitimités de l'Etat, du Peuple et de la Grâce.

Paris ne résume toutefois pas la France, et l'arbre parisien ne doit pas cacher la forêt française car, à l'échelle de la France, l'insurrection nationale fut un échec.

Dans tout le territoire français, je n'ai relevé que quatre villes dans lesquelles l'insurrection s'approche au mieux de l'idéal-type insurrectionnel que j'ai décrit. Ce fut le cas à

Paris, Lille, Marseille, et Thiers. Cette catégorie reste donc marginale. Mais il est vrai que nous rencontrons, parmi ces quatre exceptions, trois des quatre principales villes françaises, ce qui a notablement contribué à occulter dans la conscience populaire et historique les limites générales du phénomène insurrectionnel.

A défaut d'atteindre l'idéal-type insurrectionnel, d'autres villes l'ont partiellement réalisé grâce à l'action notable, voire décisive, des FFI. Mais, dans ces localités, la participation populaire aux événements libérateurs fut négligeable. Pour l'essentiel, le peuple resta témoin, limitant ainsi fortement la marge de manœuvre du courant révolutionnaire. Toulouse peut représenter le symbole de cette deuxième catégorie. L'ampleur des combats et l'ignorance de la directive allemande de repli général en raison du débarquement de Provence ne peuvent que susciter dans la population l'illusion que les Allemands ont été chassés par les FFI. Toulouse n'est pas un exemple unique, et nous avons recensé 31 villes d'insurrection limitée

Dans les autres villes françaises, la Libération ne fut pas perçue comme le produit manifeste de l'action de la Résistance, soit qu'elles furent libérées par les Alliés, les résistants locaux n'intervenant qu'à titre d'éclaireurs, soit que la fin de l'Occupation résulta du départ sans combat des troupes allemandes. Même une ville comme Villeurbanne doit être englobée dans cette catégorie, bien qu'elle fût proche de réaliser le schéma insurrectionnel idéal. Au total, sur 227 villes recensées, 4 (près de 2%) appartiennent à la première catégorie, 31 (pres de 14%) à la deuxième catégorie et 192 (85%) à la troisième. En règle générale, les villes françaises se sont donc vu offrir leur libération.

Cela ne signifie nullement que les habitants de toutes ces communes à la libération exogène soient moins patriotes ou moins heureux que les autres.

En effet, dès le départ des occupants, la même scène se reproduit partout : à l'exception naturellement des victimes de l'épuration, la population communique dans une explosion de joie qui proclame indistinctement l'amour des Alliés, de la Patrie, du général de Gaulle, de la Résistance. Au nord, on embrasse en général les Américains, au sud les FFI ; partout sortent les bouteilles de champagne soigneusement conservées, on danse à perdre haleine dans les bals de la Libération, bals que le régime de Vichy avait proscrits. Révélatrice d'une ambiance apparaît la remarque d'un journaliste accompagnant les troupes américaines qui écrit, au soir de la libération de Paris : "Il faut vraiment avoir envie de se faire remarquer pour ne pas coucher avec une femme cette nuit !" Cette communion patriotique, dans sa sincérité même, renvoie aux ambiguïtés de la période précédente. Le débarquement survenu, les Français passent sans transition, alternativement, de la joie de la proche délivrance à

l'angoisse du futur immédiat. D'autant que jusqu'à la Libération, l'inhibition demeure, alimentée par le souci envahissant du ravitaillement et par la crainte des représailles. Cette peur, omniprésente jusqu'à la fin, trace un cadre prégnant, même après sa disparition : la joie est d'autant plus exubérante que la frayeur fut grande.

De même, les applaudissements offerts aux maquisards sont d'autant plus nourris que la plupart ont le sentiment d'avoir lutté par procuration. Quant aux autorités nouvelles, elles sont d'autant plus soutenues qu'elles marient la patrie et l'ordre, la liberté et la sécurité. Alors on peut brûler ce que beaucoup ont, à l'origine, adoré et l'on détruit indistinctement les signes de l'occupant et les présences du régime de Vichy, sans oublier de tondre ces victimes expiatoires que sont les "collaboratrices horizontales". Passés ces jours de défoulement, le travail de deuil s'accomplit : on rend hommage aux morts, on arrête les collaborateurs présumés, on s'attèle à reconstruire le pays, tandis que certains rêvent d'une France nouvelle.

Mais c'est aussi la fin des espoirs intimes du PCF, ceux de prendre beaucoup de pouvoirs, voire le pouvoir à la Libération. Mais sa direction n'en est pas encore totalement convaincu, d'où une situation extrêmement confuse pendant l'automne 1944.

Dès le départ des occupants ou l'évanouissement de l'Etat français, la Résistance conquiert partout le pouvoir. Les titres de Résistance des maîtres de l'heure peuvent être modestes, mais ils doivent être. Car, dans les premières semaines de la Libération, la population soutient, sans beaucoup de réserves, cette avant-garde héroïque

La grande majorité des Français aspirent au retour à la normale, c'est-à-dire à la République.

Mais ce sentiment possède son corollaire : la volonté des Français de tourner rapidement la page de la Résistance elle-même. Pour la population, la Résistance est une force patriotique, une force morale qui a héroïquement accompli son action, pas une force politique. Cette limitation de ses ambitions ne sied que modérément à la fraction agissante du peuple français que sont les résistants. Car ces derniers ne limitaient pas leur action à la seule libération du territoire national. Du moins pas tous, car cette Résistance qui s'empare du pouvoir est plurielle et mue par plusieurs logiques en partie contradictoires.

La première logique est celle de l'Etat, incarnée on ne peut mieux par le général de Gaulle mais également par d'autres résistants. La priorité est alors de rétablir les rouages traditionnels de l'Etat républicain et les cadres, non moins traditionnels, de la vie politique et économique. Le changement doit s'imposer, mais à la marge.

Une autre sensibilité existe, qui favorise plus l'autonomie des pouvoirs, voire la démocratie directe, le maintien des pouvoirs des comités résistants face aux autorités traditionnelles, la remise en cause de certains pouvoirs économiques, dans la presse

évidemment mais aussi dans certaines usines. Naturellement, à l'avant-garde de cette tendance du mouvement se trouvent les communistes. Mais pas seulement eux. Et c'est toute une atmosphère qu'il faut comprendre, comme en témoigne par exemple une affiche qui reproduit les mots de Monseigneur Théas, évêque de Montauban : "délivrés de la dictature nazie, nous voulons délivrer la classe ouvrière de l'esclavage capitaliste. Telle est la volonté de Dieu et de l'Eglise"

Les bouleversements ne se cantonnent pas dans la seule rhétorique. Dans cette France de la Libération coexistent deux pyramides organisationnelles, deux pouvoirs virtuels : celui de l'Etat et celui de la Résistance. Dans le domaine des organes politiques, au gouvernement provisoire fait écho le CNR, aux préfets répondent les Comités départementaux de Libération, et aux maires, les comités locaux. Dans la sphère militaire, toute une dimension politique et culturelle oppose l'armée traditionnelle et l'armée nouvelle des FFI. La police elle-même est segmentée et, dans beaucoup de communes françaises, le commissariat de police jouxte le local des milices patriotiques. Même le pouvoir économique apparaît, de façon éphémère, sur la sellette. Témoignage d'aspirations révolutionnaires, un mouvement de gestion ouvrière se développe, à l'initiative de syndicalistes, de socialistes (Montluçon), de socialistes révolutionnaires (Toulouse), de trotskystes (Paris) ou de communistes (Marseille, Nice). Une centaine d'entreprises, essentiellement situées dans l'ancienne zone Sud et appartenant à des patrons suffisamment compromis pour s'être enfuis ou avoir été arrêtés, sont gérés par des collectifs ouvriers et syndicaux

Entre ces deux pouvoirs se posent inévitablement des problèmes d'articulation. La complémentarité est possible, la concurrence apparaît difficilement évitable ; mais la rupture reste également envisageable.

Je n'ai pas le temps d'examiner ici toutes les tensions qui ont eu lieu. Et qui ont porté sur les FFI, puis sur les comités de libération face au préfet, puis sur les milices patriotiques.

De Gaulle fait deux choses ; il fait une place importante à des résistants dans les organes de l'Etat (ministres comme préfets et maires) mais ils suppriment les organes de la Résistance, la dernière offensive gaullienne ayant lieu le 28 octobre 1944 avec la dissolution des milices patriotiques.

Toute cette évolution ne favorise pas ceux qui animent le parti du mouvement, les communistes. Etant donné le poids qu'il représente, et la concurrence qu'il nourrit depuis plusieurs années avec le chef de la France libre, le PCF possède la clef du dénouement. De son attitude dépend que le rétablissement de la légalité républicaine s'effectue sans heurts, ou



bien à la suite d'affrontements violents comme il s'en est produit en Belgique, voire à l'issue d'une guerre civile, à l'image de la Grèce.

Le fait décisif a vraisemblablement eu lieu lors des journées libératrices. Le général de Gaulle a su parfaitement tenir les deux bouts de la chaîne. D'un côté, il a facilité le déclenchement d'une insurrection symbolique, ce qui a définitivement assis son pouvoir auprès des Alliés, donné à la population française un brevet de résistance et lui permettre de réintégrer le camp des vainqueurs. De l'autre, il a contribué à priver cette insurrection de toute portée politique pratique en la limitant pour l'essentiel à Paris. Surtout, ces principaux efforts ont cherché, avec succès, à empêcher tout vide politique.

En outre, à la base, cette continuité de l'Etat est évidente grâce à l'absence d'états d'âme de tous les fonctionnaires. Au même moment, la présence des troupes anglo-saxonnes interdisait tout affrontement direct, que prohibait également la tâche prioritaire du PCF : pour aider l'URSS, il fallait empêcher tout ressaisissement militaire allemand ou tout retournement d'alliances. Cette double contrainte impliquait que la prise du pouvoir communiste ne pouvait s'effectuer que par une absorption du général de Gaulle. L'échec de l'insurrection nationale à l'échelle du pays, et l'absence de vide politique, rendent caduque cette solution idéale. Alors, les communistes adaptent leur politique. Ils ne renoncent pas à leurs objectifs de conquête du pouvoir ; ils les amendent.

Pendant trois mois, tandis que les socialistes et les démocrates-chrétiens s'efforcent de calmer le jeu, les communistes mettent de l'huile sur le feu. Jacques Duclos maintient sa stratégie duale : participer au pouvoir officiel tout en édifiant un second pouvoir concurrentiel. Cette stratégie s'inspire du modèle de l'An II. Elle souhaite lier en gerbe la guerre à outrance, la levée en masse et la radicalisation politique. Son principal levier est alors l'épuration patriotique, symbole de la fusion de l'ennemi national et de l'ennemi de classe. Pendant toute cette période de l'automne 1944 nous n'en sommes qu'à la première phase de cette stratégie, susceptible au vu de l'évolution du rapport de forces de déboucher sur ce qui n'est alors qu'une possibilité : la rupture. Mais la balance des forces évolue dans un sens toujours plus défavorable. Car le général de Gaulle profite de ses atouts momentanés — les troupes alliées, sa légitimité et sa popularité inentamées, un Etat qui fonctionne — pour lever immédiatement les hypothèques. Incorporation des FFI, marginalisation des CDL, désarmement des milices patriotiques, tous les éléments du contre-pouvoir résistant sont systématiquement laminés. Et malgré ses flamboyantes réussites en termes d'organisation et d'influence, le PCF ne dispose pas encore d'un rapport de forces suffisamment favorable pour pouvoir espérer l'emporter dans une confrontation violente. Mais, dans le même temps, sa

mauvaise humeur, ses critiques d'abord voilées puis ouvertes envers le Général laissent planer des doutes sur ses intentions véritables. En termes d'image, d'influence et d'alliances, les inconvénients tactiques d'une telle attitude sont évidents, pour une éventuelle prise du pouvoir de plus en plus hypothétique. Alors intervient celui qui, en dernière instance, décide de la politique du PCF : Joseph Staline.

Depuis 1942, Staline a laissé le PCF développer sa stratégie lui permettant à la fois de s'allier avec le général de Gaulle tout en espérant conquérir le pouvoir. Mais l'espoir est maintenant devenu chimérique. Staline décide de solder les comptes et d'imposer au PCF le tournant nécessaire à un compromis avec le général de Gaulle. Le 19 novembre 1944, Joseph Staline reçoit le secrétaire général du PCF, Maurice Thorez. Dans l'entretien, le dirigeant du mouvement communiste international apparaît nettement critique vis-à-vis des communistes français qui n'ont pas compris que les temps n'étaient plus à l'affrontement, mais à la conciliation avec de Gaulle. Staline insiste sur le fait que la situation a changé, que de Gaulle est devenu puissant, que son autorité est reconnue par les Alliés, que les escarmouches que mènent le PCF contre lui sont contre-productives, et qu'il est désormais préférable d'adopter une nouvelle attitude, plus conciliante envers le gouvernement, plus modéré dans ses formulations, et de rechercher des alliés. Evoquant ainsi la question des milices patriotiques, Staline déclare : "il faut tenir compte qu'il y a actuellement en France un gouvernement reconnu par les Alliés. Dans ces conditions il est difficile pour les communistes d'avoir des forces armées parallèles car il y a une armée régulière. (...) C'est pourquoi il faut transformer les détachements armés en une autre organisation, en une organisation politique et, quant aux armes, il faut les cacher." Mettant les points sur les i, Staline résume sa pensée avec concision : "Le camarade Staline explique qu'il a abordé cette question parce qu'il lui semble que les communistes n'ont pas encore compris que la situation a changé en France. Les communistes n'en tiennent aucun compte et continuent à suivre l'ancienne ligne alors que la situation a changé. (...) Entre temps la situation est différente, nouvelle, favorable à de Gaulle. La situation a changé et il faut opérer un tournant. Le PC n'est pas assez fort pour pouvoir frapper le gouvernement à la tête."

Le lendemain, Maurice Thorez quitte l'URSS. Les Soviétiques ont obtenu du général de Gaulle — dans la perspective de la conclusion de la future alliance franco-soviétique — qu'il oublie la désertion d'octobre 1939 de Thorez. Celui-ci rentre à Paris, avec la mission d'appliquer les nouvelles directives de Staline et le PCF change de ligne et adopte désormais une politique légaliste. A la fin du mois de janvier 1945, la page est tournée, explicitement cette fois. Lors de la réunion du Comité central tenue à Ivry, du 21 au 23 janvier 1945,

Maurice Thorez appelle à la dissolution des milices patriotiques, et il met fin à tous les aspects de double pouvoir qui demeurent en déclarant : « Une seule nation, une seule armée, une seule police ». La légalité républicaine est définitivement rétablie. On peut même dire que s'achève là la Libération comme événement politique.

En troisième et dernière partie je souhaiterais analyser la Libération comme phénomène mémoriel.

### 3. La Libération en tant qu'événement mémoriel

L'aspect mémoriel de la Libération est lui-même un vaste sujet. Je vais me contenter ici une seule de ses dimensions : la bataille mémorielle qui s'est déroulée, pendant la Libération elle-même, sur le thème de cette Libération.

Pour appréhender ces discours mémoriels initiaux, j'utiliserai le prisme iconographique.

Les affiches politiques collées sur les murs en 1944-1945 permettent de différencier trois regards majeurs sur cette Libération récente de la France : certains graphistes se contentent de saluer la Liberté retrouvée, d'autres la perçoivent comme une Liberté offerte, tandis que certains assènt l'image d'une Liberté reconquise.

La première posture perceptible est donc celle saluant « la Liberté retrouvée », sans remercier en particulier tel ou tel acteur des récents combats.

Son exemple le plus achevé demeure la magnifique *Marianne* de Paul Colin. Marianne est identifiée à Jésus-Christ :

- elle en porte les stigmates
- elle connaît la résurrection
- sa Passion fut également douloureuse, ce dont témoignent des traces et une attitude :
  - Les traces, outre les stigmates sanglantes des mains, sont celles de ses vêtements, dont le flou de leur représentation laisse supposer les haillons d'une robe ou les ruines d'immeubles bombardés.
  - Mais l'attitude même de Marianne témoigne de la souffrance passée. La grande colonne de bleu soutenu rappelle les poteaux d'exécution de ses enfants fusillés par l'ennemi. Mais elle-même ne peut encore affronter directement le soleil de la liberté, et elle doit se protéger les yeux. Cependant, nulle inquiétude ne perce dans son attitude car l'avenir s'ouvre sous les meilleurs auspices : la lumière libératrice qui vient de la gauche, de l'ouest, de la Normandie et des Alliés, procure au Ciel le bleu de la paix et s'accompagne d'un petit vent joyeux qui fait onduler les cheveux échappés

du bonnet phrygien. L'aveuglement de Marianne n'est que temporaire, simplement provoqué par le contraste entre la nuit de l'Occupation et la clarté éblouissante de la Libération.

Mais Marianne n'est pas simplement la République honnie par Vichy. Son bonnet phrygien n'est plus seulement le souvenir, par analogie avec la libération des esclaves à Rome, de l'affranchissement de la Nation par la Révolution française, revisité par la Commune de Paris pour en gauchir le message républicain. Car le rouge éclatant de son bonnet constitue aussi la troisième bande du drapeau tricolore, après la colonne du bleu soutenu et le blanc de la sainte auréole, tout cela symbolisant parfaitement la fusion symbolique de la France et de la République. L'horizon reste incertain, mais nulle anxiété ne trouble l'expression de Marianne : sa sérénité témoigne de la victoire de la Patrie française, en réalité de sa nature éternelle.

### **Diapo 2**

D'autres réalisations graphiques, plus simples, se contentent de saluer la liberté renaissante, comme l'affiche américaine *Liberté, Égalité, Fraternité, enfin*, avec son petit drapeau tricolore flottant sur une maison se voulant typiquement française, représente l'archétype de cette attitude, mais il y en a beaucoup d'autres.

Deuxième catégorie. Certains documents attribuent la paternité de la Libération à certains acteurs. Dans cette catégorie, on trouve un premier ensemble que j'ai proposé d'appeler « la mémoire œcuménique ». Je désigne ainsi une représentation qui insiste de façon égale sur le rôle des quatre principales nations alliées, à l'image de l'affiche américaine intitulée *Cette fois jusqu'à Berlin*, où les quatre drapeaux flottent dans le vent de la liberté, ou de la belle composition sans titre représentant quatre bras brisant une croix gammée. Il y a également quelques affiches américaines qui appartiennent à une « mémoire quasi œcuménique » car elles oublient l'Union soviétique.

Diapo... *On les aura et Unis pour la libération*

Mais il demeure impossible de savoir si l'omission de l'URSS résulte d'une volonté politique consciente ou non.

Autre attitude, celle des artistes qui attribuent à quelqu'un de précis, le mérite de la Libération.

Dans cette catégorie, nous observons deux sous-ensembles :

- un premier sous-ensemble est lié principalement à l'inconscient, au réflexe. Il s'agit de ce que j'appellerai les mémoires américaine, socialiste et démocrate-chrétienne.

- un deuxième sous-ensemble est en revanche parfaitement conscient et révèle un projet politique. Il s'agit des mémoires les plus puissantes de cette époque, les mémoires gaulliste et communiste.

Le premier sous-ensemble adopte comme posture, celle de « la Liberté offerte ». Le peuple français n'est pas un peuple vainqueur, mais un peuple secouru, donc redevable envers ses libérateurs. En fait, les affiches américaines ne participent pas de cette attitude et elles ne mettent nullement en avant le rôle des GI's dans la libération de la France. Pour trouver une illustration de ce qu'on pourrait appeler la mémoire américaine des Français, on doit se reporter à des affiches françaises, telle celle intitulée *Libération*

Apparemment, cette œuvre est œcuménique. Chacun peut y trouver son compte :

- Sur le socle de la statue, au centre de l'affiche, les quatre drapeaux sont là
- De plus, la France est également suggérée par la colorisation tricolore du fond. Elle est enfin présente grâce au drapeau français accolé aux drapeaux américain et britannique, tous trois flottant au-dessus des troupes qui occupent la base droite du document.
- L'URSS non plus n'a pas été omise, puisque les soldats soviétiques remplissent le quart gauche du bas de l'affiche.

Mais l'essentiel réside ailleurs, précisément dans le centre de l'affiche, totalement dédié aux Etats-Unis. La statue de la Liberté dont la flamme éclaire le titre de la composition — « Libération » —, attribue ainsi la véritable paternité de l'événement libérateur. Pour que toute ambiguïté soit levée, le socle de la statue annonce « La Fayette nous voilà », rappelant que l'alliance franco-américaine est solide parce que ancienne.

Le temps me manque pour examiner cette question, mais j'indique cependant que cette posture de « la Liberté offerte » s'impose également dans la propagande des partis politiques non communistes, qu'ils soient socialiste ou démocrate-chrétien.

Tout cela est très différent de la troisième posture qui apparaît à la Libération, celle de la « Liberté conquise », en d'autres termes, les images d'une mémoire héroïque. Cette mémoire héroïque comprend deux éléments principaux.

Pour les gaullistes et les communistes, la Libération aurait été conquise par le seul peuple français. Autrement dit, le rôle des Américains ou des Britanniques est soigneusement occulté.

Cependant, si les hommes du Général comme les membres du parti partagent beaucoup de points communs, ils enregistrent aussi de fortes divergences.

La première réside dans la désignation de l'acteur suprême de la Libération : l'homme providentiel pour les uns, le parti de la classe ouvrière pour les autres.

L'affiche intitulée *Victoire* représente l'archétype de la mémoire gaullienne. Dans cette affiche, le Général apparaît comme le seul acteur authentique de la libération de la France. Effectivement, cette affiche utilise la figure rhétorique de l'ellipse, en surimposant l'image du Général au slogan « Victoire » et à la croix de Lorraine incrustée, le « V » de « Victoire » s'estompant pour se transfigurer dans les bras écartés du Général.

Sous l'œil communiste, grâce à une vision pluri-scalaire, les libérateurs sont doubles : les Soviétiques d'une part, le peuple français de l'autre. A l'échelle mondiale, ce sont les Soviétiques qui ont vaincu l'Allemagne, et le PCF salue avec emphase l'armée rouge du maréchal Staline.

### **Diapo**

En revanche, à l'échelle de la France, le Parti affirme apparemment l'auto-libération du peuple. Toutefois, si l'on regarde les choses de plus près, on s'aperçoit que l'alternative n'oppose pas, en réalité, d'un côté un peuple spectateur de l'armée rouge et, de l'autre, un peuple se libérant par lui-même.

### **Diapo**

Une affiche éditée par la CGT semble saluer l'auto-libération populaire par la révolte victorieuse d'une femme qui conquiert sa liberté, une femme qui est à la fois l'allégorie du peuple, de la France et de la République. En fait, la figure allégorique possède quelques innovations significatives. En premier lieu, ce n'est pas le simple décalque de l'incarnation républicaine. Campant la traditionnelle posture de gauche – nudité et dynamisme du mouvement – mais en la privant de son bonnet phrygien tout en lui rajoutant le symbole du combat violent qu'est la chaîne brisée, le graphiste réalise un syncrétisme entre Marianne – *La liberté guidant le peuple* de Delacroix – et la Sociale – *La libératrice* de Steinlen –. Mais l'insurgée possède deux attributs originaux : son drapeau, d'un rouge uni éclatant estampillé du sigle syndical, et une curieuse écharpe tricolore, renvoyant à la représentation élue parisienne, autrement dit à ce moment-là au PCF.

### **Diapo**

Une affiche des Francs-tireurs et partisans parisiens dit la même chose. Dans ce document, le graphiste nous offre une dichotomie parfaite : la moitié gauche est le domaine de la nuit de l'occupation, signifiée par le noir, la moitié droite est l'espace de la France libérée, éclatante de lumière ; incarnant la transition entre le jour et la nuit, deux FTPF se partagent entre ces deux espaces, pour rappeler qu'ils furent les médiateurs, les agents de la transformation de l'ombre en lumière. La tâche rouge située dans l'espace éclairé attire le regard et renvoie au texte « les Francs-Tireurs et Partisans Français ont versé leur sang pour le

peuple de Paris », le deuxième membre de phrase étant en outre écrit en calligramme, traduisant ainsi graphiquement la chute du corps et du regard dans la tâche de sang du sacrifice.

En définitive, le culte spontanéiste est peu prisé dans la culture communiste. Celle-ci puise effectivement dans la mémoire des barricades de 1830, de 1848 ou de 1871, mais elle la transforme et la passe au tamis de la pensée léniniste. Concrètement, dans les productions communistes, le peuple ne devient libérateur que dans la mesure où il se trouve guidé par ses organisations d'avant-garde, par le parti de la classe ouvrière.

Le témoignage iconographique immédiat témoigne ainsi de la précocité du poids mémoriel et des conflits qui lui sont liés. Naturellement, de tels conflits sont loin de disparaître lors des années suivantes, comme une autre conférence nous permettrait de l'analyser.

Philippe Buton

Professeur d'Histoire contemporaine (Université de Reims)

philippebuton@hotmail.com